



ENGIE : le retour des licenciements boursiers

La Direction décide de couper dans le groupe, plus de 15000 salarié-es dans le monde et plus de 9000 en France dans le collimateur !

Le groupe vient de publier son communiqué de presse sur les comptes du 1^{er} trimestre 2020.

Sur le plan des résultats, la situation se révèle bonne puisque, hors effet du climat chaud, le résultat courant progresse. L'effet de la crise sanitaire va certes se faire sentir, surtout sur avril et mai mais il ne faut pas oublier qu'une grande partie des revenus est basée sur l'énergie et les infrastructures, dont les résultats sont relativement stables.

Malgré ces perspectives assez rassurantes, la direction du Groupe a voulu sans doute rassurer les actionnaires et essayer de redresser le cours de Bourse à quelques jours de l'assemblée générale qui se tiendra le 14 mai. Et pour cela, elle annonce ni plus ni moins qu'un plan de restructuration du Groupe visant en particulier les implantations géographiques (abandon de 25 pays) et les services climatiques et thermiques (« Engie Solutions »).

Ainsi, alors qu'en parallèle elle en appelle au devoir des salarié-es, à la solidarité, à l'engagement, alors que des milliers de salarié-es ont été appelés à développer des activités dans les années passées, elle tranche froidement dans le communiqué en annonçant « ENGIE a l'intention de rationaliser davantage ses activités dans les Solutions Clients, en se retirant des activités à faible rentabilité ou non essentielles dans le cadre de sa stratégie », condamnant ainsi des milliers de salarié-es à des bouleversements voire au chômage.

Car la décision prise porte sur des cessions – si possibles- et sinon des arrêts d'activités. Et elle porte sur plus de 15000 salarié-es dans le monde soit plus de 10% des effectifs du Groupe. Tout en précisant que ces mesures sont dimensionnées « avant Covid » suggérant que le plan pourrait être plus important.

La CGT a tenté ces derniers jours d'engager un dialogue social sur la pertinence d'un tel plan et sur les dangers qu'il porte. Peine perdue : les uns ont fait semblant de ne rien savoir, les autres ont tranché sans débat.

Il est inacceptable qu'un Groupe comme Engie, qui est loin d'être dans le rouge, qui porte des enjeux de service public considérables autour de la transition énergétique, tant côté approvisionnement (énergie) que du côté de l'efficacité énergétique (services) et qui bénéficie de revenus assurés, décide, pour des raisons purement financières d'amélioration la rentabilité à court terme, de se débarrasser de milliers de salarié-es. C'est le retour aux licenciements boursiers ! Alors que tout le monde parle de se retrousser les manches et de faire redémarrer l'économie, le Groupe Engie ne trouve pas mieux que d'utiliser la crise sanitaire pour augmenter ses profits en mettant des milliers de salarié-es à la porte. Bel exemple de solidarité !

Même sur le plan strictement industriel, une telle décision est contreproductive. Les Services se complètent et se sont construits au fil du temps pour répondre à des besoins. Céder tel ou tel morceau, tel ou tel pays car il ne semblerait plus assez rentable c'est toucher à d'autres structures, à mettre en difficulté d'autres offres et donc d'autres salarié-es. C'est potentiellement un détricotage de la partie Services.

Enfin, nous n'oublions pas que les grandes manœuvres dénoncées par la CGT depuis 2018 et encore récemment fin 2019 visant à démanteler le Groupe n'ont pas disparues même si l'actualité les a sans doute repoussées dans le temps. Quel avenir pour la production d'électricité, le nucléaire et les centrales thermiques dont le Groupe voulait se débarrasser ? Quel avenir pour les infrastructures gazières dont il était question de les vendre au moins partiellement ? Quel avenir pour l'activité envers les particuliers, dite « B to C », regroupant à la fois les ventes d'énergies et les entretiens de chaudières, déclarées officiellement hors de la stratégie du Groupe ?

Manifestement, la grande « braderie » est toujours à l'ordre du jour. A force de s'intéresser à la seule rentabilité, au lieu de construire une stratégie industrielle, la nouvelle direction du Groupe comme l'ancienne n'a d'autres perspectives que de vendre toujours un peu plus. Jusqu'à quand ? Jusqu'à la vente du Groupe en morceaux et sa disparition ?

Il est temps que les salarié-es, mais aussi les pouvoirs publics nationaux et locaux disent à la direction du Groupe Engie : stop à la dilapidation du patrimoine industriel issu de Suez et de Gaz de France, stop aux licenciements boursiers. Le temps est à la reprise économique, à la transition énergétique et à l'emploi.

La CGT agira dans les jours à venir tant dans le Groupe qu'à l'extérieur pour demander le retrait d'un tel plan et obtenir le maintien des emplois dans le Groupe.